

Les fintechs, nouveau moteur du développement africain ?

« La colonisation a banni et tué la guerre mais favorisé le négoce. Les indépendances ont cassé le négoce et la guerre ne venait pas ». Ainsi se lamentait Fama, héros des *Soleils des Indépendances* d'Ahmadou Kourouma. La guerre se fait de plus en plus rare en Afrique, Dieu merci, mais les fintechs offrent « au négoce » et aux particuliers des solutions financières dématérialisées si puissantes qu'elles sont parfois qualifiées de nouveau « moteur » du développement africain.

Alors que le taux de bancarisation en Afrique subsaharienne demeure inférieur à 20 %, les fintechs construisent un écosystème financier à moindre coût, particulièrement adapté au contexte africain. La valeur des transactions *mobile money* en Afrique subsaharienne devrait ainsi être multipliée par 4 entre 2016 et 2022, de 187 à 675 milliards de dollars, le continent représentant déjà plus des deux tiers des transactions mondiales (*voir graphique*)

Tout d'abord, ces entreprises réduisent les coûts des transferts d'argent vers le continent. Les transferts vers l'Afrique subsaharienne ont atteint 38 milliards de dollars en 2017, à des coûts s'élevant à 9 % des montants transférés (contre 7 % dans le monde). Avec des frais de 5 %, WorldRemit apporte une concurrence bienvenue à Western Union et MoneyGram, en situation de quasi-duopole. Les fintechs facilitent également les échanges entre pays africains, et entre villes et campagnes. M-Pesa compte ainsi 19 millions d'utilisateurs au Kenya, ses transferts représentant la moitié du PIB national.

En pénétrant les espaces ruraux, les fintechs atteignent les populations pauvres, la fameuse « base de la pyramide ». Bboxx ou MKopa rendent ainsi l'électricité plus accessible aux ménages modestes, en proposant des installations solaires domestiques en location-vente, avec un paiement à distance fonction de la consommation réelle. Par ailleurs, les facilités de crédits offertes par certaines fintechs constituent de puissants soutiens à l'investissement. Jumo, start-up sud-africaine qui propose à ses clients de contracter des micro-crédits sur leurs

portables, est un exemple révélateur, avec plus de un milliard de dollars de prêts générés depuis sa création en 2014.

Les États peuvent également profiter de ces outils pour moderniser leurs services. La société Cellulant a développé pour l'État fédéral du Nigeria un programme de subventions ayant touché 12 millions d'agriculteurs. Les fintechs, comme InTouch, start-up sénégalaise désormais présente dans sept pays africains, peuvent

aussi faciliter le paiement des factures des services publics (eau, électricité) ou améliorer le taux de recouvrement de l'impôt, alors que dans les trois quarts des pays du continent, les recettes fiscales restent inférieures à 18 % du PIB (contre 40 % dans l'UE). Le mouvement de numérisation des transactions financières ainsi initié ouvre la voie à la constitution de formidables bases de données qui, bien utilisées, pourraient permettre d'améliorer les services publics africains.



Kevan Raffi Khansari

Okan



Amaury de Féligonde

Okan

Le développement des fintechs est cependant à double tranchant. Si elles génèrent d'importantes externalités positives, leur développement crée de nouveaux défis pour le continent :

la rencontre entre une offre pléthorique de micro-crédits dématérialisés et une clientèle parfois insolvable et peu avertie est à l'origine d'un phénomène de surendettement, voire de bulle de crédits en Afrique de l'Est. Le Kenya, pays pionnier en matière de fintech (start-up Tala, Branch, M-Shwari) a pris des mesures dès 2018 pour encadrer le secteur, grâce à la mise à niveau de son crédit bureau et au renforcement de sa régulation.

L'inadaptation des contrôles crée également des risques de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. La mise en place de

processus de contrôles et de KYC renforcés est essentielle pour garantir l'intégrité du système financier. Certaines start-up, y compris africaines comme ThisisMe, y ont vu une opportunité et proposent des services de KYC aux sociétés de fintech.

Alors que les fintechs africaines se développent, la concurrence grandit pour attirer les talents technologiques (encore trop rares sur le continent). Afin d'accompagner la montée en gamme des

fintechs, les gouvernements et les entreprises doivent favoriser la création de centres de formation (comme l'École 1337 au Maroc, sur le modèle des écoles 42 françaises, ou le master en intelligence artificielle lancé au Rwanda), limiter la fuite des cerveaux, et encourager le retour au pays de ses citoyens les plus brillants et expérimentés.

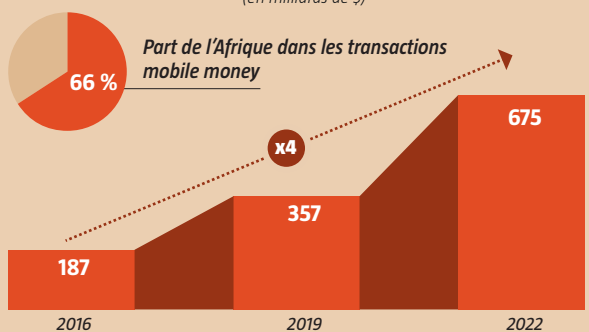
À plus long terme, le succès des fintechs africaines risque d'aboutir à une généralisation des prises de contrôle par des entreprises étrangères (notamment « GAFA » américains et « BAT » chinois), aux poches profondes. Si capitaux, technologies et partenariats sont les bienvenus, les Africains doivent protéger leurs pépites et une certaine forme de « souveraineté numérique ». À cette fin, d'autres pays fourbissent déjà leurs armes : l'administration Trump a étendu les compétences du Comité sur l'investissement étranger, et l'Union européenne a adopté un mécanisme commun de contrôle des IDE.

Les fintechs africaines se trouvent à la croisée des chemins : elles peuvent constituer un formidable moteur de développement et sortir de la pauvreté des millions d'habitants, ou devenir un nouvel exemple des méfaits de la financiarisation des économies. Leur réussite dépend de la capacité des États et des privés à mettre en place, de conserve, un cadre normatif souple et adapté, au niveau national et continental. **JA**

Certaines sociétés citées dans cet article sont clientes d'Okan.

VALEUR DES TRANSACTIONS MOBILE MONEY EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

(en milliards de \$)



SOURCES : GSMA REPORT ON MOBILE MONEY 2017, BANQUE MONDIALE